

Art. 23. Artikel 14 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — 512 (1998-1999) nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 4 mei 1999.

Bespreking. Stemmingen



F. 99 — 1914

[C — 99/27478]

6 MAI 1999. — Décret portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Du conseil régional de la formation*

Section Ire. — De la création et de la compétence du Conseil régional de la formation

Article 1^{er}. Il est créé un Conseil régional de la formation du personnel des pouvoirs locaux dénommé ci-après le « Conseil ».

Il ne dispose pas de la personnalité juridique.

Son siège est situé à Namur.

Art. 2. § 1^{er}. Le Conseil a pour mission de rendre des avis et de formuler à son initiative des recommandations concernant :

- l'harmonisation et l'actualisation des formations existantes;
- l'organisation de formations nouvelles susceptibles de rencontrer les besoins des administrations locales;
- l'agrégation des formations, la certification des formateurs et l'évaluation des formations conditionnant les évolutions barémiques du personnel;
- toute disposition relative à la formation.

§ 2. Le Conseil est saisi de la demande d'avis par le Gouvernement wallon ou le comité des services publics locaux et provinciaux.

Section 2. — De la composition

Art. 3. Le Conseil est composé de vingt et un membres effectifs qui ont voix délibérative.

Il est désigné six membres suppléants qui n'ont de voix délibérative qu'en l'absence des membres effectifs correspondants.

Art. 4. Les membres effectifs visés à l'article 3 sont répartis comme suit :

- 1° un président et deux vice-présidents, désignés par le Gouvernement wallon;
- 2° six fonctionnaires des services du Gouvernement, désignés par le Gouvernement wallon;
- 3° six membres désignés paritairement par les organisations syndicales représentatives du personnel des administrations locales et provinciales;
- 4° six membres dont au moins un représentant des provinces, un représentant des communes et un représentant des centres publics d'aide sociale, désignés respectivement par l'Association des provinces wallonnes et par l'Union des villes et communes de Wallonie.

Art. 5. Les membres suppléants visés à l'article 3 sont répartis comme suit :

- 1° trois membres désignés paritairement par les organisations syndicales représentatives du personnel des administrations locales et provinciales;
- 2° trois membres dont un représentant des provinces, un représentant des communes et un représentant des centres publics d'aide sociale, désignés respectivement par l'Association des provinces wallonnes et par l'Union des villes et communes de Wallonie.

Art. 6. La durée des mandats des membres visés à l'article 3 est de six ans. Ils sont renouvelables.

En cas de vacance d'un mandat, un remplaçant pourra être désigné pour achever le mandat.

Le successeur est désigné conformément aux dispositions du présent chapitre.

Un membre est réputé démissionnaire le jour où il cesse de représenter l'autorité ou l'organisation qui l'a désigné au sein du Conseil.

Art. 7. Assistent d'office aux séances du Conseil sans voix délibérative :

1° le Ministre chargé des Affaires intérieures ou son délégué, le Ministre de l'Action sociale ou son délégué, le président du comité des services publics locaux et provinciaux, le secrétaire du Conseil, le conseiller à la formation;

2° les autres membres du Gouvernement ou leurs délégués siégent lorsqu'une disposition relevant de leurs compétences est soumise à l'avis du Conseil.

Art. 8. Le Conseil peut constituer des commissions en fonction des spécificités propres à chaque type de formation. A cet effet, il peut faire appel à des experts extérieurs.

Section 3. — Du fonctionnement

Art. 9. Le Conseil est convoqué par le président ou, lorsqu'il est empêché, par l'un des vice-présidents.

A la demande d'au moins six membres effectifs, le président convoque le Conseil.

Art. 10. Les avis ou recommandations sont formulés par le Conseil sous forme de rapports qui expriment les différents points de vue exposés et transmis à l'autorité ayant sollicité la demande et en tout état de cause au Gouvernement wallon par le président du Conseil, ou son remplaçant, s'il échet, dans un délai de trente jours calendrier à compter de la date à laquelle la demande lui est parvenue.

Le Gouvernement peut réduire le délai visé à l'alinéa 1^{er} en cas d'urgence dûment motivée. Ce délai ne peut être inférieur à dix jours ouvrables.

Le Conseil remet un rapport annuel sur ses activités au Gouvernement wallon qui le transmet dans le mois pour information au Conseil régional wallon.

Art. 11. Le Conseil adopte le règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Gouvernement wallon. Les modifications du règlement sont arrêtées par le Conseil et soumises à l'approbation du Gouvernement wallon.

Le règlement d'ordre intérieur définit notamment le mode de fonctionnement des services du Conseil ainsi que des commissions visées à l'article 8.

Art. 12. Le Gouvernement wallon fixe le montant des jetons et/ou indemnités pour frais de parcours et de séjour à allouer aux membres visés à l'article 3. Le remboursement de ces indemnités s'effectue conformément aux dispositions applicables aux fonctionnaires des Ministères de la Région wallonne de rang A3.

Art. 13. § 1^{er}. Il est constitué un Bureau composé du président et des vice-présidents du Conseil. Le Bureau assure le fonctionnement du Conseil. Il prépare les réunions et établit l'ordre du jour. Il est responsable de l'exécution des décisions du Conseil.

§ 2. Le président assure le fonctionnement du Bureau et fait convoquer les membres aux réunions par le secrétaire du Conseil qui l'assiste.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par un vice-président qu'il désigne.

§ 3. A défaut de dispositions spécifiques dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 11, sous l'autorité du président, le secrétaire du Conseil assume la gestion administrative et matérielle du Conseil et du Bureau, le conseiller à la formation instruit les dossiers soumis au Conseil et au Bureau, et assure leur suivi.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, le conseiller à la formation assume son remplacement.

§ 4. Le personnel affecté au Conseil, ainsi que le secrétaire, sont des agents du Centre régional d'aide aux communes que le Gouvernement wallon met à la disposition du Conseil.

Les agents des autres services du Gouvernement mis à la disposition du Conseil bénéficient d'un congé pour mission dans l'intérêt du service auprès du Centre régional d'aide aux communes.

CHAPITRE II. — Des moyens

Art. 14. Le Gouvernement wallon, dans les limites des crédits prévus au budget, met les moyens nécessaires à l'exécution des missions telles que décrites à l'article 2.

CHAPITRE III. — De l'entrée en vigueur

Art. 15. Le premier mandat de tous les membres du Conseil prendra cours au plus tard dans les neuf mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil. — 272 (1996-1997) n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 28 avril 1999. — Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1914

[C - 99/27478]

6. MAI 1999 — Dekret zur Errichtung eines "Conseil régional de la formation (Regionalrat für Ausbildung)" für die Bediensteten der lokalen und provinziellen Verwaltungen der Wallonie (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — "Conseil régional de la formation"**Abschnitt 1 — Errichtung und Zuständigkeitsbereich des "Conseil régional de la formation"**

Artikel 1 - Es wird ein hierunter "Rat" genannter "Conseil régional de la formation" für die Ausbildung des Personals der lokalen Behörden errichtet.

Er hat keine Rechtspersönlichkeit.

Sein Sitz befindet sich in Namur.

Art. 2 - § 1 - Der Rat hat als Aufgabe, Gutachten abzugeben und aus eigener Initiative Empfehlungen zu äußern, und zwar über das Folgende:

- die Angleichung und Aktualisierung der vorhandenen Ausbildungen;
- die Organisierung neuer Ausbildungen, die den Bedürfnissen der lokalen Verwaltungen entgegenkommen können;
- die Anerkennung der Ausbildungen, die Beglaubigung der Ausbilder und die Bewertung der Ausbildungen, die die Besoldungsentwicklung des Personals bedingen;
- jede Bestimmung betreffend die Ausbildung.

§ 2 - Der Rat wird mit dem Antrag auf Gutachten durch die Wallonische Regierung und durch den Ausschuss der lokalen und provinziellen öffentlichen Dienststellen befasst.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung

Art. 3 - Der Rat besteht aus einundzwanzig effektiven Mitgliedern mit beschließender Stimme.

Sechs stellvertretende Mitglieder werden bezeichnet, die nur im Falle der Abwesenheit der entsprechenden effektiven Mitglieder beschließende Stimme haben.

Art. 4 - Bei den in Artikel 3 erwähnten effektiven Mitgliedern handelt es sich um Folgende:

- 1° ein Vorsitzender und zwei stellvertretende Vorsitzende, die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden;
- 2° sechs Beamte der Dienststellen der Regierung, die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden;
- 3° sechs Mitglieder, die von den Gewerkschaftsorganisationen, die das Personal der lokalen und provinziellen Verwaltungen vertreten, paritätisch bezeichnet werden;
- 4° sechs Mitglieder, von denen mindestens ein Vertreter der Provinzen, ein Vertreter der Gemeinden und ein Vertreter der öffentlichen Sozialhilfezentren, die jeweils von der «Association der Provinces wallonnes» (Vereinigung der Wallonischen Provinzen) und von der „Union des Villes et Communes de Wallonie“ (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) bezeichnet werden.

Art. 5 - Bei den in Artikel 3 erwähnten stellvertretenden Mitgliedern handelt es sich um Folgende:

- 1° drei Mitglieder, die von den Gewerkschaftsorganisationen, die das Personal der lokalen und provinziellen Verwaltungen vertreten, paritätisch bezeichnet werden;
- 2° drei Mitglieder, von denen ein Vertreter der Provinzen, ein Vertreter der Gemeinden und ein Vertreter der öffentlichen Sozialhilfezentren, die jeweils von der "Association der Provinces wallonnes" und von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" bezeichnet werden.

Art. 6 - Die Mandate der in Artikel 3 erwähnten Mitglieder dauern sechs Jahre. Sie können erneuert werden.

Im Falle eines frei gewordenen Mandats kann ein Vertreter bezeichnet werden, um das Mandat zu beenden.

Der Nachfolger wird den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels gemäß bezeichnet.

Ein Mitglied wird am Tage, an dem er die Behörde oder die Vereinigung, die ihn innerhalb des Rats bezeichnet hat, nicht mehr vertritt, als rücktretend betrachtet.

Art. 7 - Die folgenden Personen wohnen den Sitzungen des Rats ohne beschließende Stimme bei:

- 1° der mit den Inneren Angelegenheiten beauftragte Minister oder dessen Vertreter, der Minister der Sozialen Maßnahmen oder dessen Vertreter, der Vorsitzende des Ausschusses der lokalen und provinziellen öffentlichen Dienststellen, der Sekretär des Rats, der Ausbildungsberater;
- 2° die anderen Mitglieder der Regierung oder deren Vertreter tagen, wenn eine Bestimmung, die in ihren Zuständigkeitsbereich fällt, dem Rat zur Begutachtung vorgelegt wird.

Art. 8 - Der Rat ist berechtigt, Kommissionen einzurichten, um den für jede Ausbildungskategorie spezifischen Merkmalen Rechnung zu tragen. Zu diesem Zweck hat er das Recht, an von außen kommende Experte zu appellieren.

Abschnitt 3 — Arbeitsweise

Art. 9 - Der Rat wird vom Vorsitzenden, oder wenn er verhindert ist, von einem der stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Auf Antrag von mindestens sechs effektiven Mitgliedern wird der Rat vom Vorsitzenden einberufen.

Art. 10 - Die Gutachten und Empfehlungen werden vom Rat in der Form von Berichten geäußert, die die verschiedenen erläuterten Auffassungen angeben. Der Vorsitzende des Rats, oder gegebenenfalls sein Vertreter, übermittelt diese Berichte an die Behörde, die den Antrag gestellt hat, und in jedem Fall an die Wallonische Regierung innerhalb einer Frist von dreißig Kalendertagen ab dem Tag, an dem er den Antrag erhalten hat.

Die Regierung kann, in dringenden und ordnungsmäßig begründeten Fällen, die in Absatz 1 erwähnte Frist verringern. Diese Frist kann jedoch nicht unter zehn Tagen liegen.

Der Rat übermittelt der Wallonischen Regierung einen Jahresbericht über seine Tätigkeiten, den sie innerhalb eines Monats dem Wallonischen Regionalrat zur Kenntnisnahme übergibt.

Art. 11 - Der Rat verabschiedet die allgemeine Dienstordnung, die der Wallonischen Regierung zur Zustimmung vorgelegt wird. Die Abänderungen an der Dienstordnung werden vom Rat beschlossen und der Wallonischen Regierung zur Zustimmung vorgelegt.

Die allgemeine Dienstordnung bestimmt unter anderem die Arbeitsweise der Dienststellen des Rats sowie der in Artikel 8 erwähnten Kommissionen.

Art. 12 - Die Wallonische Regierung legt den Betrag der Anwesenheitsgelder und/oder der Entschädigungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten fest, die den in Artikel 3 erwähnten Mitgliedern gewährt werden. Die Rückerstattung dieser Entschädigungen erfolgt gemäß den Bestimmungen, die auf die Beamten des Dienststrangs A3 der Ministerien der Wallonischen Region anwendbar sind.

Art. 13 - § 1 - Ein Vorstand, bestehend aus dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Rats, wird gebildet. Der Vorstand sorgt für die gute Arbeitsweise des Rats. Er bereitet die Versammlungen vor und stellt die Tagesordnung auf. Er ist verantwortlich für die Durchführung der Beschlüsse des Rats.

§ 2 - Der Vorsitzende sorgt für die gute Arbeitsweise des Vorstands und lässt den Sekretär des Rats, der ihm beisteht, die Mitglieder zu den Versammlungen einladen.

Wenn der Vorsitzende verhindert ist, wird er durch einen stellvertretenden Vorsitzenden, den er bezeichnet, ersetzt.

§ 3 - Mangels spezifischer Bestimmungen in der in Artikel 11 erwähnten allgemeinen Dienstordnung und unter der Aufsicht des Vorsitzenden sorgt der Sekretär des Rats für die administrative und materielle Verwaltung des Rats und des Vorstands, während der Ausbildungsberater die dem Rat und dem Vorstand vorgelegten Akten untersucht und ihre Bearbeitung gewährleistet.

Wenn der Sekretär abwesend oder verhindert ist, wird er durch den Ausbildungsberater ersetzt.

§ 4. - Das dem Rat zugeteilte Personal sowie der Sekretär sind Bedienstete des "Centre régional d'Aide aux Communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden), das die Wallonische Regierung dem Rat zur Verfügung stellt.

Die Bediensteten der anderen Dienststellen der Regierung, die dem Rat zur Verfügung gestellt werden, haben Anspruch auf Missionsurlaub im Interesse des Dienstes beim "Centre régional d'Aide aux Communes".

KAPITEL II — Mittel

Art. 14 - Innerhalb der Grenzen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan eingetragenen Mittel stellt die Wallonische Regierung die Mittel zur Verfügung, die für die Ausführung der wie in Artikel 2 beschriebenen Aufgaben notwendig sind.

KAPITEL III — Inkrafttreten

Art. 15 - Das erste Mandat der gesamten Mitglieder des Rats beginnt spätestens innerhalb von neun Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Dokumente des Rats. — 272 (1996-1997), Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 28. April 1999. Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

N. 99 — 1914

[C - 99/27478]

6 MEI 1999. — Decreet tot oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (Gewestelijke Raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — "Conseil régional de la formation" (Gewestelijke Vormingsraad)

Sectie 1. — Oprichting en bevoegdheid van de "Conseil régional de la formation"

Artikel 1. Er wordt een "Conseil régional de la formation du personnel des pouvoirs locaux" (Gewestelijke Vormingsraad voor het personeel van de plaatselijke besturen) opgericht, hierna volgend de "Raad" genoemd.

Hij heeft geen rechtspersoonlijkheid.

Zijn zetel is gevestigd te Namen.

Art. 2. § 1. De Raad heeft als opdracht adviezen te geven en, uit eigen beweging, aanbevelingen te doen in verband met :

- de harmonisatie en de aanpassing van bestaande opleidingen;
- de inrichting van nieuwe opleidingen die de behoeften van de plaatselijke besturen zouden moeten tegemoet komen;
- de erkenning van opleidingen, de certificatie van de opleiders en de evaluatie van de opleidingen die gebonden zijn aan de weddeschaalverhogingen van het personeel;
- iedere beschikking betreffende de opleiding.

§ 2. De Raad wordt om advies gevraagd door de Waalse Regering of door het comité van de plaatselijke en provinciale openbare diensten.

Sectie 2. — Samenstelling

Art. 3. De Raad bestaat uit eenentwintig gewone leden met stemrecht.

Er worden zes plaatsvervangende leden aangesteld die enkel stemgerechtigd zijn wanneer de overeenstemmende werkende leden afwezig zijn.

Art. 4. De in artikel 3 bedoelde werkende leden zijn onderverdeeld als volgt :

- 1° een voorzitter en twee ondervoorzitters aangewezen door de Waalse Regering;
- 2° zes door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren van de diensten van de Regering;
- 3° zes leden paritair aangesteld door de representatieve vakverenigingen van het personeel van de plaatselijke en provinciale besturen;
- 4° zes leden onder wie ten minste één vertegenwoordiger van de provincies, één vertegenwoordiger van de gemeenten en één vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, aangeduid respectievelijk door de "Association des provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies) en door de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten).

Art. 5. De in artikel 3 bedoelde plaatsvervangende leden zijn onderverdeeld als volgt :

- 1° drie leden paritair aangesteld door de representatieve vakverenigingen van het personeel van de plaatselijke en provinciale besturen;
- 2° drie leden onder wie één vertegenwoordiger van de provincies, één vertegenwoordiger van de gemeenten en één vertegenwoordiger van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, aangeduid respectievelijk door de "Association des provinces wallonnes" en door de "Union des villes et communes de Wallonie".

Art. 6. Het mandaat van de in artikel 3 bedoelde leden duurt zes jaar. Het is vernieuwbaar.

Indien een mandaat komt open te staan kan een plaatsvervanger aangeduid worden om het te beëindigen.

De opvolger wordt aangesteld overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Een lid wordt geacht ontslagnemend te zijn wanneer hij de overheid of de vakvereniging die hem binnen de Raad aangesteld heeft niet meer vertegenwoordigt.

Art. 7. De vergaderingen van de Raad worden van ambtswege bijgewoond zonder stemrecht:

- 1° door de Minister belast met Binnenlandse Aangelegenheden of zijn afgevaardigde, de Minister van Sociale Actie of zijn afgevaardigde, de voorzitter van het comité van de plaatselijke en provinciale openbare diensten, de secretaris van de Raad, de vormingsadviseur;
- 2° de andere leden van de Regering of hun afgevaardigden zetelen wanneer een bepaling die tot hun bevoegdheid behoort aan het advies van de Raad wordt voorgelegd.

Art. 8. De Raad kan commissies oprichten in verband met de eigenschappen eigen aan elk type vorming. Daartoe kan hij beroep doen op externe deskundigen.

Sectie 3. — Werking

Art. 9. De Raad wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, indien hij verhinderd is, door een van de ondervoorzitters.

De voorzitter roept de Raad bijeen op verzoek van minstens zes gewone leden.

Art. 10. De adviezen of aanbevelingen worden door de Raad geformuleerd in de vorm van verslagen die de verschillende standpunten vermelden die door de voorzitter van de Raad of, in voorkomend geval, door zijn plaatsvervanger uitgelegd en meegedeeld werden aan de overheid die erom gevraagd had en in ieder geval aan de Waalse Regering binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag hem toegekomen is.

De Regering kan de in het 1ste lid bedoelde termijn inkorten bij behoorlijk gemotiveerde hoogdringendheid. Deze termijn mag niet korter dan tien werkdagen zijn.

De Raad overhandigt een jaarverslag van zijn activiteiten aan de Waalse Regering die het binnen de maand aan de Waalse Gewestraad ter informatie doet toekomen.

Art. 11. De Raad neemt het huishoudelijk reglement aan dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Waalse Regering. De wijzigingen van het reglement worden door de Raad vastgesteld en ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Regering.

Het reglement van orde bepaalt met name de werkingswijze van de diensten van de Raad alsook van de in artikel 8 bedoelde commissies.

Art. 12. De Waalse Regering bepaalt het bedrag van de penningen en/of vergoedingen voor reis- en verblijfkosten die toegekend worden aan de in artikel 3 bedoelde leden. De terugbetaling van deze vergoedingen geschiedt overeenkomstig de bepalingen die gelden voor de ambtenaren van rang A3 van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 13. § 1. Er wordt een Bureau opgericht bestaande uit de voorzitter en de ondervoorzitters van de Raad. Het Bureau zorgt voor de werking van de Raad. Het bereidt de vergaderingen voor en stelt de agenda op. Het is verantwoordelijk voor de uitvoering van de beslissingen van de Raad.

§ 2. De voorzitter zorgt voor de werking van het bureau en laat de leden op de vergaderingen bijeenroepen door de secretaris van de Raad die hem bijstaat.

Bij verhindering wordt de voorzitter vervangen door een ondervoorzitter die hij aangeduid heeft.

§ 3. Bij gebreke van bijzondere bepalingen in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 11 zorgt de secretaris van de Raad, onder het gezag van de voorzitter, voor het administratief en materieel beheer van de Raad en van het Bureau en de vormingsadviseur behandelt de dossiers die aan de Raad en aan het Bureau voorgelegd werden en zorgt voor de voortgangscontrole ervan.

Indien de secretaris afwezig of verhinderd is wordt hij door de vormingsadviseur vervangen.

§ 4. Het bij de Raad aangesteld personeel en de secretaris zijn personeelsleden van de "Centre régional d'aide aux communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten) die de Waalse Regering ter beschikking van de Raad stelt.

De ter beschikking van de Raad gestelde personeelsleden van de andere diensten van de Regering genieten een verlof voor opdracht in het belang van de dienst bij de "Centre régional d'aide aux communes".

HOOFDSTUK II. — Middelen

Art. 14. Binnen de daartoe voorziene kredieten in de begroting stelt de Waalse Regering de middelen ter beschikking die nodig zijn voor de uitvoering van de in artikel 2 beschreven opdrachten.

HOOFDSTUK III. — Inwerkingtreding

Art. 15. Het eerste mandaat van alle leden van de Raad begint laatstens negen maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — 272 (1996-1997), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 28 april 1999. Bespreking. Stemming.